

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

20 JANVIER 1949.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

NOTE JUSTIFICATIVE.

Le but de la loi du 16 octobre 1945 était de récupérer au profit du Trésor les bénéfices excédentaires réalisés grâce aux circonstances de guerre. L'impôt extraordinaire ne frappe donc que le bénéfice de la période de guerre préalablement diminué d'un bénéfice normal appelé bénéfice de référence.

L'octroi de la référence a toutefois été subordonné à la condition que le redevable ait déclaré régulièrement au cours des années de guerre ou à la faveur de la loi d'amnistie fiscale, un montant au moins égal à celui de cette référence.

Pareille restriction a été inscrite dans la loi parce que la loi d'amnistie fiscale, votée en même temps par le Parlement, donnait à tous les contribuables la faculté de déclarer, à l'abri de toute sanction, le montant des revenus dissimulés pendant l'occupation.

La limitation dans l'octroi des références fait l'objet de l'article 5, § 7, de la loi du 16 octobre 1945, que la proposition de loi déposée par MM. Philippart et consorts tend actuellement à modifier.

Voir :

513 (1946-1947) : Proposition de loi.
610 (1947-1948) : Rapport.

20 JANUARI 1949.

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet van 16 October 1945 tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptionele inkomsten, winsten en baten.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

RECHTVAARDIGENDE NOTA.

Het doel van de wet van 16 October 1945 was de dank zij de oorlogsomstandigheden verwezenlijkte excedentaire winsten ten bate van de Schatkist te recupereren. De extra-belasting treft dus enkel de winst van het oorlogstijdperk vooraf verminderd met een normale dient « referentiewinst » genaamd.

Het toekennen van de referentie werd nochtans ondergeschikt aan de voorwaarde dat de belastingplichtige tijdens de oorlogsjaren of onder begunstiging van de amnestiewet regelmatig een bedrag aangegeven hebbe dat ten minste gelijk is aan dit van die referentie.

Dergelijke restrictie werd in de wet geschreven omdat de wet tot fiscale amnestie, die door het Parlement op hetzelfde tijdstip goedgekeurd werd, aan alle belastingplichtigen de gelegenheid gaf, zonder enige sanctie, het bedrag van hun tijdens de bezetting ontdoken winsten aan te geven.

De beperking in het toekennen van de referentie maakt het voorwerp uit van § 7 van artikel 5 der wet van 16 October 1945; het is deze bepaling die door het wetsvoorstel van de heren Philippart en consorten gewijzigd wordt.

Zie :

513 (1946-1947) : Wetsvoorstel.
610 (1947-1948) : Verslag.

Il fallait évidemment s'attendre à ce que cette législation exceptionnelle créât certaines injustices et, pour remédier à cet état de choses, diverses décisions d'ordre administratif ont prévu des adoucissements en faveur des contribuables modestes. Mais le bénéfice de ces concessions n'a pu être accordé aux contribuables qui ont été taxés d'une manière définitive avant que n'interviennent les décisions prérappelées, car il n'est pas au pouvoir de l'Administration ni du Ministre de relever les déchéances encourues. Le Gouvernement estime cependant qu'il est nécessaire de placer tous les contribuables sur le même pied. Dans ce but, il propose des amendements à la proposition de loi déposée, afin de respecter, comme il se doit, un minimum de *fair play* vis-à-vis de tous ceux qui, ayant obéi à l'appel du législateur, ont déclaré leurs revenus celés à la faveur de la loi sur l'amnistie fiscale.

AMENDEMENT I.

Il a paru nécessaire de modifier le titre de la proposition de loi parce que, en sus des points particuliers dont elle traite, le Gouvernement a jugé qu'il convenait d'y intégrer des dispositions nouvelles visant certains autres points qui sont communs à l'impôt spécial et à l'impôt extraordinaire.

AMENDEMENT II.

L'article premier de la proposition déposée par MM. Philippart et consorts aboutit non seulement à accorder à tous les redevables de l'impôt extraordinaire la référence minimum de 300,000 francs pour cinq années d'activité, plus 30,000 francs par enfant à charge, mais elle restitue à tous la totalité des autres références (6 % du capital investi ou bénéfices des 5 années d'avant-guerre) dont ils eussent pu bénéficier s'ils avaient déclaré à l'amnistie fiscale un montant de revenus atteignant ces références.

Cette position paraît trop large, car elle permet d'accorder des avantages immérités à des contribuables qui ont délibérément éparpillé leurs avoirs pour se soustraire à l'impôt et à ceux qui, ayant réalisé pendant la période imposable des bénéfices importants, se sont abstenus de déclarer régulièrement les bénéfices de cette dernière période.

La proposition de loi accorde un avantage aux personnes qui, à l'encontre des dispositions des arrêtés

Men moest er zich natuurlijk aan verwachten dat deze exceptionele wetgeving sommige onrechtvaardigheden zou stichten en, om deze toestand te verhelpen, hebben diverse beslissingen van administratieve aard verzachtingen voorzien ten bate van de bescheiden belastingplichtigen. Maar, het voordeel van deze concessies is niet kunnen verleend worden aan de belastingplichtigen die op definitieve wijze aangeslagen werden vóór dat bewuste beslissingen tussenbeide kwamen, daar het niet in de macht van de Administratie noch van de Minister ligt het opgelopen verval op te heffen. De Regering oordeelt, nochtans, dat het noodzakelijk is al de belastingplichtigen op gelijke voet te stellen. Daarom stelt zij amendementen voor aan het neergelegde wetsvoorstel met het doel, een minimum *fair play* te eerbiedigen ten opzichte van hen die de oproep van de wetgever beantwoord hebben en hun ontdoken winsten aangegeven hebben onder begunstiging van de wet op de fiscale amnestie.

AMENDEMENT I.

Het is noodzakelijk gebleken het opschrift van het wetsvoorstel te wijzigen omdat, buiten de bijzondere punten waarover het handelt, de Regering geoordeeld heeft dat het paste er nieuwe bepalingen in op te nemen betreffende sommige andere punten die gemeen zijn aan de speciale belasting en aan de extra-belasting.

AMENDEMENT II.

Artikel één van het door de heren Philippart en consoorten neergelegd voorstel komt niet alleen neer op het toekennen aan al de schatplichtigen der extra-belasting, van de minimum-referentie van 300,000 frank voor 5 jaren activiteit, vermeerderd met 30,000 frank per kind ten laste, maar het geeft aan allen de totaliteit terug van de andere referenties (6 i.h. van het belegd kapitaal of winsten van de 5 vooroorlogse jaren) waarvan zij hadden kunnen genieten indien zij in de fiscale amnestie een bedrag aan inkomsten hadden aangegeven dat deze referenties bereikte.

Deze positie blijkt te breed, aangezien zij toelaat onverdiende voordelen te verlenen aan belastingplichtigen die opzettelijk hun activa verspreid hebben om zich aan de belasting te onttrekken, en aan dezen die gedurende het belastbaar tijdperk belangrijke winsten verwezenlijkt hebben en zich onthouden hebben de winsten van deze laatste periode regelmatig aan te geven.

Het wetsvoorstel verleent een voordeel aan de personen die, tegen de bepalingen van de monetaire

monétaires de 1944, ont effectué la répartition de leurs avoirs. Ces personnes ont fait déclarer des parties de leurs avoirs par des tiers (enfants, amis, etc.) et lorsque, confrontées avec le contrôleur des contributions, elles ont consenti à la réintégration de ces parties d'avoirs, elles ont subi la taxation sur les avoirs réels et n'ont bénéficié de la référence qu'une seule fois. Par contre, lorsque, prolongeant leur mauvaise foi initiale, elles ont refusé pareille réintégration, — et devant ce refus l'Administration est souvent impuissante, car elle ne peut présumer le don et la preuve en est difficile, — les parties d'avoirs ainsi dispersées seraient éventuellement imposées dans le chef de plusieurs contribuables qui, tous, bénéficieraient de la référence minimum.

Il importe d'éviter pareils abus et c'est pourquoi le texte de l'amendement prévoit qu'aucune des déductions prévues aux articles 4 et 5 n'est accordée sur les avoirs réputés imposables décelés dans le chef des personnes qui n'établissent pas, au besoin par modification à des déclarations antérieures, que ces avoirs proviennent de leur activité professionnelle.

Ainsi donc, si les services de taxation découvrent qu'un enfant en bas âge, par exemple, détient des avoirs qui manifestement proviennent de tiers, ces services de taxation auront le devoir de continuer à soumettre intégralement, dans le chef de leur détenteur, ces avoirs à l'impôt extraordinaire, sans déduction aucune au titre de référence. Il est à remarquer que cette attitude s'impose d'autant plus que les dispositions légales en vigueur ne permettent pas d'assujettir ces accroissements d'avoirs aux impôts ordinaires sur les revenus.

Un autre reproche doit être fait à la proposition de loi : c'est d'autoriser dans tous les cas la déduction de la référence intégrale, même supérieure aux revenus déclarés de la période de guerre et au minimum fixé par l'article 5, § 6, mettant ainsi sur un pied d'égalité les contribuables qui ont persisté jusqu'ici à celer leurs revenus et ceux qui les ont déclarés, soit régulièrement aux dates fixées, soit à l'amnistie fiscale.

Supposons le cas d'un contribuable qui aurait réalisé au cours des années 1935 à 1939, 10 millions de bénéfice et pendant la guerre 12 millions, dont 3 millions seulement auraient été déclarés. Ce contribuable bénéficierait de la référence de 10 millions et ne serait assujéti à l'impôt extraordinaire que sur 2 millions. Il est juste cependant que le dit contribuable supporte l'impôt extraordinaire non seulement sur son bénéfice excédentaire réel, mais aussi sur celui qu'il a frauduleusement et avec obstination tenté de soustraire à l'emprise du fisc. Agir autrement constituerait véritablement une prime à la fraude alors que le législateur de 1945 a expressément manifesté sa volonté de voir sévir à l'égard de ces

besluiten van 1944 in, de verdeling van hun activa hebben gedaan. Deze personen hebben gedeelten van hun activa door derden (kinderen, vrienden, enz.) doen aangeven en wanneer zij, geconfronteerd met de controleur der belastingen, hebben ingestemd met de heropneming van deze gedeelten van activa, hebben zij de taxatie op hun werkelijk activa ondergaan en hebben zij de referentie slechts éénmaal kunnen genieten. Daarentegen, wanneer zij, in hun kwade trouw volhardend, dergelijke heropneming hebben geweigerd — en tegenover deze weigering staat de Administratie dikwijls onmachtig daar zij de gift niet mag vermoeden, en het bewijs er van moeilijk is — zouden de aldus verspreide gedeelten van activa eventueel belast worden in hoofde van meerdere belastingplichtigen die, allen, de minimum-referentie zouden genieten.

Het komt er op aan dergelijke misbruiken te vermijden en het is daarom dat de tekst van het amendement bepaalt dat geen enkele der aftrekkingen voorzien in de artikelen 4 en 5 wordt toegestaan op de belastbaar geachte activa ontdekt in hoofde van personen die niet bewijzen, zo nodig bij modificatie aan vorige aangiften, dat deze activa voortkomen uit hun beroepsactiviteit.

Aldus, indien de taxatiediensten ontdekken dat een jong kind, bij voorbeeld, *vermogens* bezit welke klaarblijkelijk voortkomen van derde personen, zullen deze taxatiediensten tot plicht hebben voort te gaan met deze vermogens integraal aan de extra-belasting te onderwerpen in hoofde van hun houder zonder enige aftrek als referentie. Er valt op te merken dat deze houding zich des te meer opdringt daar de van kracht zijnde wettelijke bepalingen niet toelaten deze vermogensaccrescen aan de gewone belastingen op de inkomsten te onderwerpen.

Een ander verwijt dient aan het wetsvoorstel gemaakt : het is van in al de gevallen, de aftrek toe te laten van de integrale referentie, zelfs indien zij hoger is dan de over de oorlogsperiode aangegeven inkomsten en het bij artikel 5, § 6, vastgestelde minimum, aldus op gelijke voet stellend de belastingplichtigen die tot hiertoe volhard hebben in de verhefing van hun inkomsten en dezen die ze aangegeven hebben, hetzij regelmatig op de gestelde data, hetzij in de fiscale amnestie.

Onderstellen we het geval van een belastingplichtige die in de loop der jaren 1935 tot 1939, 10 miljoen winst zou verwezenlijkt hebben en gedurende de oorlog 12 miljoen, waarvan slechts 3 miljoen zouden aangegeven geweest zijn. Deze belastingplichtige zou de referentie van 10 miljoen genieten en zou slechts aan de extra-belasting onderworpen worden op 2 miljoen. Het is nochtans billijk dat die belastingplichtige de extra-belasting niet alleen op zijn werkelijk excédentaire winst ondergaat, doch ook op deze die hij bedrieglijk en met volharding tracht te onttrekken aan de belasting. Anders handelen zou werkelijk een premie aan de fraude uitmaken, dan wanneer de wetgever van 1945 klaarblijkelijk

contribuables. (Exposé des motifs de la loi d'amnistie fiscale du 18 octobre 1945, *Doc. Chambre* n° 121, session 1944-1945; rapport fait au nom de la Commission spéciale de la Chambre, *Doc.* n° 185.)

Le Gouvernement estime en conséquence qu'il est indispensable d'amender la proposition de loi en ce sens que les déductions prévues aux articles 4 et 5 sont limitées au montant des revenus déclarés au plus tard le 31 mai 1946, sans pouvoir être inférieures au minimum fixé au § 6 de l'article 5.

AMENDEMENT III.

L'article 7 de la loi du 16 octobre 1945 est libellé comme suit :

« Lorsqu'un redevable de l'impôt extraordinaire n'a pas été colisé au titre des impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise pour les exercices 1940 à 1945 en raison d'un montant égal à l'ensemble des revenus, bénéfices et profits obtenus pendant la période de référence qui sont déduits par application des articles 4 et 5, des impositions complémentaires pour les dits exercices peuvent être établies nonobstant l'expiration des délais fixés à l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et ce aussi longtemps que l'impôt extraordinaire peut être valablement établi. Lorsque les impositions complémentaires sont établies après l'expiration des dits délais, il n'y a pas lieu à application d'accroissements, ni d'amendes. »

Les auteurs de la proposition font valoir qu'il importe de corriger une erreur évidente contenue dans la disposition légale précitée qui fait apparaître une confusion entre « exercices » et « années ».

D'autre part, ils estiment que la distinction qui est faite pour l'application des accroissements est exorbitante et ne se justifie pas.

L'article 7 précité a été motivé comme suit dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 16 octobre 1945 (*Doc.* n° 119, p. 12) :

« L'impôt extraordinaire ne frappe qu'un excédent; celui qui a dissimulé ses revenus dans les déclarations aux impôts sur les revenus, faites pour les exercices 1941 à 1944, a ainsi échappé aux impôts ordinaires sur le montant dissimulé : taxe mobilière, taxe professionnelle, etc.

» Dans la mesure où ces revenus dissimulés ne seront pas atteints par l'impôt extraordinaire par suite de l'importance des bénéfices qui peuvent être

als zijn wil te kennen heeft gegeven streng te zien optreden tegenover deze belastingplichtigen (Memorie van Toelichting der wet betreffende de fiscale amnestie dd. 18 October 1945, *Doc. Kamer* n° 121, zitting 1944-1945; verslag uitgebracht in naam van de Bijzondere Commissie van de Kamer, *Doc.* n° 185).

De Regering acht het, dienvolgens, onontbeerlijk het wetsvoorstel te amenderen in die zin, dat de aftrekkingen voorzien in de artikelen 4 en 5 beperkt zijn tot het bedrag der ten laatste op 31 Mei 1946 aangegeven inkomsten, zonder minder te mogen bedragen dan het minimum vastgesteld in § 6 van artikel 5.

AMENDEMENT III.

Artikel 7 der wet van 16 October 1945 luidt als volgt :

« Wanneer een voor extra-belasting in aanmerking komende belastingplichtige over de dienstjaren 1940 tot 1945 niet werd aangeslagen in de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting voor een bedrag gelijk aan de gezamenlijke gedurende het referentietijdperk behaalde inkomsten, winsten en baten, welke bij toepassing van artikelen 4 en 5 worden afgetrokken, mogen aanvullende aanslagen voor bewuste dienstjaren worden gevestigd niettegenstaande het verstrijken van de bij artikel 74 van de samengeschakelde inkomstenbelastingwetten vastgestelde termijnen, en zulks zolang de extra-belasting geldig kan worden gevestigd. Wanneer de aanvullende aanslagen na het verstrijken van bewuste termijnen worden gevestigd, dienen er noch verhogingen noch geldboeten toegepast. »

De stellers van het voorstel doen gelden dat het van belang is een klaarblijkende vergissing te herstellen welke vorenvermelde wettelijke bepaling inhoudt en waardoor verwarring ontstaat tussen « dienstjaren » en « jaren ».

Anderdeels, oordelen zij dat het onderscheid dat gemaakt wordt voor de toepassing van de verhogingen overdreven is en zich niet rechtvaardigt.

Vorenvermeld artikel 7 werd als volgt gemotiveerd in de Memorie van Toelichting tot het ontwerp dat de wet geworden is van 16 October 1945 (*Doc.* n° 119, blz. 12) :

« De extra-belasting slaat maar op een excédent; hij die zijn inkomsten ontdoken heeft in de aangiften tot de inkomstenbelastingen gedaan over de dienstjaren 1940 tot 1944, is zoedoende ontsnapt aan de gewone belastingen op het ontdoken bedrag : mobiliënbelasting, bedrijfsbelasting, enz.

» In de mate waar die verdoken inkomsten niet door de extra-belasting worden bereikt ingevolge de omvang der winsten welke op grond van artikelen 4

déduits en vertu des articles 4 et 5, il est indispensable, à moins de faire une libéralité d'autant plus injuste qu'il s'agit d'un contribuable qui a fraudé, de récupérer les impôts ordinaires auxquels celui-ci a pu échapper.

» Toutefois, lorsque les impositions complémentaires sont établies après l'expiration des délais de 5 ans ou de 3 ans prévus à l'article 74 des lois coordonnées, ces impositions ne pourront pas être majorées d'accroissements ou d'amendes.

» Les accroissements et surtout l'amende ont le caractère de pénalité et il ne paraît pas possible d'infliger une peine alors que la prescription est acquise. »

Ainsi qu'on peut le constater, les revenus visés par l'article 7 sont ceux réalisés pendant la période imposable à l'impôt extraordinaire.

Or, cette période comprend les exercices fiscaux 1941 à 1945 ou 1940 à 1944, selon que le redevable clôture ou non ses écritures par année civile. C'est donc à dessein que le législateur a employé les mots « exercices 1940 à 1945 », alors que le texte initial prévoyait les « exercices 1940 à 1944. » (voir intervention de M. Liebaert, rapporteur de la Commission spéciale de la Chambre, séance de la Chambre du 24 août 1945, *Annales*, p. 809).

Le texte proposé présente donc une lacune que le législateur de 1945 a précisément voulu combler; s'il était adopté, on ne pourrait plus atteindre les revenus réalisés en 1939 par les redevables qui ont clôturé leurs écritures dans le courant de l'année 1940.

Quant aux accroissements et amendes, on concevrait d'autant moins qu'on renonce à les réclamer qu'en général, l'article 7 ne reçoit son application qu'à l'égard des redevables qui ont dissimulé leurs revenus et qui ont refusé de régulariser leur situation à la faveur de l'amnistie fiscale.

Au surplus, s'il devait être interdit d'appliquer des accroissements aux impôts ordinaires rétablis consécutivement au dégrèvement de l'impôt extraordinaire, il en résulterait que les bénéficiaires seraient favorisés au regard des contribuables qui, ayant déposé une déclaration à l'amnistie fiscale mais n'ayant pu payer l'impôt dans le délai de deux mois prévu par la loi du 18 octobre 1945, se sont vu infliger des accroissements.

Bien entendu, les accroissements éventuels seront appliqués avec modération et dans le cadre de la jurisprudence actuelle.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement propose la suppression des articles 2 et 3 du projet; quant à l'article 4, il sera remplacé par la disposition faisant l'objet de l'amendement IX.

en 5 mogen afgetrokken worden, is het onontbeerlijk, tenzij een bevoordeling te doen die des te onrechtvaardiger is daar het gaat om een belastingplichtige die bedrog gepleegd heeft, de gewone belastingen waaraan laatstgemelde is kunnen ontsnappen, te recupereren

» Worden de bijbelastingen echter gevestigd na verstrijking der bij artikel 74 der samengeschakelde wetten voorziene termijnen van vijf of van drie jaar, dan mogen bij die belastingen noch verhogingen noch geldboeten gevoegd worden.

» De verhogingen en vooral de geldboeten hebben het karakter van bestraffingen en het blijkt niet mogelijk een straf op te leggen wanneer de verjaring reeds is ingetreden. »

Zoals men kan vaststellen, zijn de bij artikel 7 bedoelde inkomsten deze verwezenlijkt gedurende het in de extra-belasting belastbaar tijdperk.

Welnu, dit tijdperk omvat de fiscale dienstjaren 1941 tot 1945 of 1940 tot 1944 naar gelang de schatplichtige zijn schrifturen ja dan neen per burgerlijk jaar afsluit. Het is dus met opzet dat de wetgever de woorden « dienstjaren 1940 tot 1945 » heeft gebruikt daar waar de aanvankelijke tekst de « dienstjaren 1940 tot 1944 » voorzag (zie tussenkomt van de heer Liebaert, verslaggever van de Bijzondere Commissie van de Kamer, zitting van de Kamer van 24 Augustus 1945, *Parl. B.*, blz. 809).

De voorgestelde tekst vertoont dus een leemte welke de wetgever van 1945 juist heeft willen aanvullen; moest hij worden aangenomen, dan zou men niet meer de inkomsten kunnen treffen in 1939 verwezenlijkt door belastingplichtigen die hun schrifturen in de loop van het jaar 1940 hebben afgesloten.

Wat de verhogingen en boeten betreft, zou men nog veel minder begrijpen dat men er van afziet ze te vorderen daar in 't algemeen artikel 7 slechts zijn toepassing bekomt ten opzichte van belastingplichtigen die hun inkomsten hebben verzwegen en die geweigerd hebben hun toestand te regulariseren onder begunstiging van de fiscale amnestie.

Bovendien, indien het moest verboden worden verhogingen toe te passen op de gewone belastingen opnieuw gevestigd ingevolge de ontlasting van de extra-belasting, dan zou daar uit voortspruiten dat de beneficianten bevoordeligd zouden worden ten overstaan van de belastingplichtigen aan wie verhogingen worden opgelegd omdat zij een aangifte in de fiscale amnestie ingediend hebben zonder echter de belasting betaald te hebben binnen de door de wet van 18 October 1945 voorziene termijn van twee maanden.

Wel verstaan zullen de eventuele verhogingen gematigd worden toegepast en in het raam van de huidige rechtspraak.

Om al deze redenen, stelt de Regering de weglating voor der artikelen 2 en 3 van het ontwerp; wat artikel 4 betreft dit zal vervangen worden door de bepaling welke het voorwerp uitmaakt van het amendement IX.

AMENDEMENT IV.

Les bénéfices passibles de l'impôt extraordinaire sont notamment ceux visés à l'article 25, § 1, 1°, des lois coordonnées (bénéfices industriels, commerciaux et agricoles).

Conformément à l'article 27, § 1, des mêmes lois, ces bénéfices comprennent les plus-values réalisées, quelles qu'en soient l'origine et la nature. C'est ainsi que sont taxables les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de fonds de commerce, de l'octroi d'indemnités d'assurance en cas de sinistre d'éléments investis dans l'exploitation, etc.

L'application intégrale de ces dispositions a pour effet de soumettre à l'impôt extraordinaire des plus-values qui existaient déjà au 1^{er} janvier 1940 et qui ne résultent donc pas des circonstances de guerre.

Un correctif a été apporté à cette situation en ce qui concerne les immeubles professionnels, par l'article 5, § 4, de la loi du 16 octobre 1945. Il a été admis en cette matière qu'était seule taxable la différence entre le prix de réalisation et la valeur réelle au 10 mai 1940.

Le Gouvernement estime que le même principe doit être appliqué quant aux autres éléments corporels et incorporels qui ont fait l'objet d'une réalisation pendant la période imposable par suite de la cession ou de la cessation d'une entreprise, ou encore par suite de sinistres, expropriations, réquisitions en propriété et autres événements analogues.

Il en découle que les plus-values résultant de la cession d'un fonds de commerce, ou de l'indemnisation d'un sinistre, par exemple, ne seront soumises à l'impôt extraordinaire qu'à concurrence de la différence entre le prix de réalisation et la valeur réelle au 10 mai 1940.

Une exception est prévue en ce qui concerne les matières premières, produits et marchandises, les bénéfices réalisés sur ces éléments étant la conséquence de l'activité normale de l'industriel ou du commerçant.

La disposition nouvelle sera applicable non seulement aux redevables qui tiennent une comptabilité régulière, mais à tous ceux qui, ayant réalisé professionnellement des éléments corporels et incorporels dans les conditions susvisées, sont passibles de l'impôt extraordinaire sur la plus-value résultant de cette réalisation.

Il appartiendra aux intéressés de justifier par toutes voies de droit la valeur réelle au 10 mai 1940 des éléments cédés, réalisés ou détruits.

Au surplus, il est entendu que la dite plus-value doit être soumise aux impôts ordinaires.

AMENDEMENT IV.

De winsten belastbaar in de extra-belasting zijn namelijk deze bedoeld bij artikel 25, § 1, 1°, der samengeschiede wetten (nijverheids- handels- of landbouwwinsten).

Overeenkomstig artikel 27, § 1, derzelfde wetten, omvatten deze winsten de verwezenlijkte meerwaarden, welke ook de oorsprong en de aard ervan wezen. Aldus zijn belastbaar de meerwaarden verwezenlijkt ter gelegenheid van de cessie van handelsfondsen, van de toekenning van verzekeringsvergoedingen in geval van teistering van in de uitbating belegde elementen, enz.

De integrale toepassing van deze beschikkingen heeft tot gevolg aan de extra-belasting te onderwerpen de meerwaarden die reeds bestonden op 1 Januari 1940 en die dus niet uit de oorlogsomstandigheden voortvloeien.

Wat de bedrijfsimmobiliën betreft, werd aan deze toestand een verbetering gebracht door artikel 5, § 4, der wet van 16 October 1945. Te dezen werd er aangenomen dat alleen het verschil tussen de realisatieprijs en de werkelijke waarde op 10 Mei 1940 belastbaar was.

De Regering oordeelt dat hetzelfde principe dient toegepast wat betreft de andere lichamelijke en onlichamelijke elementen welke het voorwerp hebben uitgemaakt van een realisatie gedurende de belastbare periode, ingevolge de cessie of de uitscheiding van een onderneming of nog ingevolge rampen, onteigeningen, opeisingen in eigendom en andere gelijkaardige gebeurtenissen.

Hieruit vloeit voort dat de meerwaarden voortkomende uit de cessie van een handelsfonds of uit de vergoeding van een ramp slechts in de extra-belasting zullen worden aangeslagen voor een bedrag gelijk aan het verschil tussen de realisatieprijs en de werkelijke waarde op 10 Mei 1940.

Een uitzondering is voorzien wat betreft de grondstoffen, producten en goederen, daar de winsten verwezenlijkt op deze elementen het gevolg zijn van de normale activiteit van de nijveraar of handelaar.

De nieuwe bepaling zal toepasselijk zijn niet alleen op de belastingplichtigen die een regelmatige boekhouding voeren, maar op al dezen, die beroepsmatig lichamelijke en onlichamelijke elementen in hoger aangehaalde voorwaarden hebben gerealiseerd en belastbaar zijn in de extra-belasting op de hierdoor verwezenlijkte meerwaarde.

Het behoort de betrokkenen door alle rechtsmiddelen de werkelijke waarde op 10 Mei 1940 van de afgestane, gerealiseerde of vernietigde elementen te bewijzen.

Bovendien, moet bewuste meerwaarde, wel te verstaan, aan de gewone belastingen worden onderworpen.

AMENDEMENT V.

L'impôt extraordinaire est établi sur l'excédent que présentent les bénéfices de la période imposable (années 1940 à 1944) sur les bénéfices de la période de référence (années 1935 à 1939).

Dans les sociétés visées au § 5 de l'article 4 de la loi (sociétés par actions, sociétés coopératives et exploitations ayant pris la forme d'une association sans but lucratif), les éléments à comparer sont les bénéfices, dividendes compris, ainsi que les rémunérations allouées aux administrateurs, commissaires, etc., même si ces personnes ont, pendant la période imposable, perdu cette qualité, mais sont restées au service de la société. Les rémunérations dont il s'agit sont à ajouter au bénéfice de la société, sans qu'il y ait lieu de distinguer si elles rémunèrent ou non des fonctions réelles et permanentes.

L'article 5, § 3, de la loi du 16 octobre 1945 permet au redevable de choisir, comme bénéfice de référence, un montant égal à 6 % du capital social et des réserves, éventuellement réévalués.

Pour les sociétés susvisées, cette référence peut être augmentée des rémunérations fixes versées pendant les années 1935 à 1939 aux administrateurs et commissaires, ce qui a pour effet de neutraliser, dans une certaine mesure, l'incorporation dans les bénéfices de la société des rémunérations allouées aux mêmes personnes pendant la période imposable.

Cette majoration résulte d'un amendement déposé par le Gouvernement lors de la discussion devant la Commission des Finances du Sénat (Sénat, Doc. n° 87, p. 14).

Mais lorsque la société a été constituée fin 1939 ou pendant les années 1940 à 1944, cette disposition reste sans effet, puisque aucune rémunération n'a été payée pendant les années 1935 à 1939; il en résulte qu'une société nouvellement constituée est presque toujours taxable à l'impôt extraordinaire. En effet, si le capital est de 1.000.000 de francs, il suffit, même en l'absence de bénéfices (réserves, dividendes, tantièmes), que les rémunérations allouées à l'ensemble des personnes composant le conseil d'administration et le collège des commissaires dépassent 60.000 francs par an, pour que la société tombe sous l'application de l'impôt extraordinaire.

Cette situation est d'autant plus paradoxale que la disposition précitée a été introduite dans la loi, notamment « en faveur des sociétés nouvelles » (voir rapport précité de la Commission des Finances du Sénat).

L'amendement présenté par le Gouvernement a pour but de remédier à cette situation.

AMENDEMENT V.

De extra-belasting wordt gevestigd op het excédent welke de winsten van het belastbare tijdperk (jaren 1940 tot 1944) vertonen op de winsten van de referentieperiode (jaren 1935 tot 1939).

In de bij § 5 van artikel 4 der wet bedoelde vennootschappen (vennootschappen op aandelen, coöperatieve vennootschappen en exploitations die de vorm hebben aangenomen van een vereniging zonder winstoogmerken), zijn de te vergelijken bestanddelen de winsten, dividenden inbegrepen, alsmede de bezoldigingen toegekend aan de administrateurs, commissarissen, enz., zelfs indien bewuste personen deze hoedanigheid gedurende het belastbaar tijdperk verloren hebben, doch in dienst van de vennootschap gebleven zijn. De bezoldigingen waarover het gaat dienen bij de winst van de vennootschap gevoegd, zonder dat er aanleiding toe bestaat een onderscheid te maken naar gelang zij al dan niet werkelijke en bestendige functies bezoldigen.

Artikel 5, § 3, der wet van 16 October 1945, laat de belastingplichtingen toe als referentiewinst een bedrag te kiezen gelijk aan 6 t.h. van het maatschappelijk kapitaal en van de reserves, eventueel her-schat.

Voor de hierboven bedoelde vennootschappen, mag deze referentie vermeerderd worden met de vaste bezoldigingen die gedurende de jaren 1935 tot 1939 aan de administrateurs en commissarissen werden geslorf, hetgeen voor gevolg heeft in een zekere mate het opnemen in de winsten der vennootschap van de aan dezelfde personen gedurende het belastbaar tijdperk toegekende bezoldigingen, te neutraliseren.

Deze vermeerdering vloeit voort uit een door de Regering tijdens de discussie vóór de Commissie van Financiën van de Senaat neergelegd amendement (Senaat, Doc. n° 87, blz. 14).

Doch wanneer de vennootschap op het einde van 1939 of gedurende de jaren 1940 tot 1944 werd opgericht, blijft deze bepaling zonder uitwerking vermids geen enkele bezoldiging werd uitbetaald gedurende de jaren 1935 tot 1939; daaruit volgt dat een nieuw opgerichte vennootschap bijna altijd belastbaar is in de extra-belasting. Inderdaad, zo het kapitaal 1 miljoen frank bedraagt, volstaat het, zelfs wanneer er geen winsten (reserves, dividendes, tantièmes), voorhanden zijn, dat de bezoldigingen toegekend aan al de personen die de beheerraad of het college der commissarissen uitmaken, 60.000 frank per jaar te boven gaan, opdat de vennootschap onder toepassing van de extra-belasting zou vallen.

Deze toestand is des te paradoxaal daar voormelde bepaling in de wet opgenomen werd « ten gunste van de nieuwe vennootschappen » (zie voormeld verslag van de Commissie van Financiën van de Senaat).

Het door de Regering voorgesteld amendement heeft ten doel deze toestand te verhelpen.

AMENDEMENT VI.

En vertu de l'article 14, § 1, de la loi du 15 octobre 1945 et de l'article 13, § 2, de celle du 16 du même mois, les impôts cédulaires, la contribution nationale de crise, l'impôt complémentaire personnel ainsi que l'impôt spécial perçu en vertu de la loi du 10 janvier 1940, qui sont payés et définitivement acquis au Trésor, sont éventuellement remboursés ou déduits, respectivement de l'impôt spécial ou de l'impôt extraordinaire, dans une mesure proportionnelle aux bénéfices qui sont frappés à la fois par cet impôt spécial ou extraordinaire et par les autres impôts déjà payés.

Le § 2 de l'article 14 et le § 3 de l'article 13 pré-rappelés prévoient qu'un arrêté royal fixera les modalités d'exécution tendant à éviter la double imposition des mêmes revenus à charge d'un même redevable.

Cette dernière restriction a eu pour effet d'exclure du remboursement ou de la déduction des impôts qui sont partiellement double emploi avec les impôts spécial ou extraordinaire, la taxe professionnelle et l'impôt complémentaire personnel afférents aux rémunérations des administrateurs, commissaires, etc. et la taxe mobilière perçue sur les revenus attribués aux actions, alors que les rémunérations et dividendes sont incorporés dans la base imposable à l'impôt spécial ou extraordinaire. Ces différentes catégories d'impôts ne sont, en effet, pas établies à charge d'un même redevable.

Il en résulte que dans nombre de cas le total des impôts finalement dus dépasse notablement le montant du revenu.

Le Gouvernement propose un amendement qui permettra de mettre fin à cette situation, à la faveur d'une adaptation de certaines dispositions des arrêtés du Régent des 26 avril et 21 juin 1946 pris en exécution des dispositions légales susvisées.

AMENDEMENT VII.

L'article premier, § 1, de la loi du 15 octobre 1945 soumet à un impôt spécial de 100 % les revenus, bénéfices, rémunérations et profits obtenus du 10 mai 1940 au 31 décembre 1944, grâce à des fournitures ou prestations quelconques en nature ou en travail faites à des organismes ou personnes ennemis, au service de l'ennemi ou ayant collaboré avec lui.

Le 2^e alinéa du § 3 du même article dispose que, par dérogation au § 1, les personnes indiquées au

AMENDEMENT VI.

Krachtens artikel 14, § 1, der wet van 15 October 1945 en artikel 13, § 2, van deze van 16 October 1945, worden de cedulaire belastingen, de nationale crisis-belasting, de aanvullende personele belasting, alsmede de krachtens de wet van 10 Januari 1940 geheven bijzondere belasting, die betaald en definitief aan de Schatkist vervallen zijn, eventueel terugbetaald of afgetrokken respectievelijk van de speciale of van de extra-belasting, in een mate in verhouding tot de inkomsten die tevens door deze speciale of extra-belasting en door de andere reeds betaalde belastingen getroffen zijn.

§ 2 van artikel 14 en § 3 van artikel 13 voornoemd voorzien dat een koninklijk besluit de uitvoeringsmodaliteiten zal bepalen strekkende tot het vermijden van de dubbele aanslag van dezelfde inkomsten *ten laste van één en dezelfde belastingplichtige*.

Deze laatste beperking heeft er toe geleid van de terugbetaling of de aftrekking der belastingen die gedeeltelijk dubbele zetting met de speciale of extra-belasting uitmaken, uit te sluiten, de bedrijfsbelasting en de aanvullende personele belasting in verband met de bezoldigingen van de beheerders, commissarissen, enz. en de mobiliënbelasting geheven op de inkomsten toegekend aan de aandelen, dan wanneer deze bezoldigingen en dividendend begrepen worden in de voor de speciale of extra-belasting belastbare grondslag. Deze verscheidene categorieën van belastingen zijn inderdaad niet gevestigd *ten laste van dezelfde belastingplichtige*.

Hieruit volgt dat in tal van gevallen, het totaal van de uiteindelijk verschuldigde belastingen het bedrag van het inkomen aanzienlijk overtreft.

De Regering stelt een amendement voor dat zal toelaten aan deze toestand een einde te stellen, door een aanpassing van sommige beschikkingen van de besluiten van de Regent van 26 April en 21 Juni 1946 getroffen in uitvoering van bovenbedoelde wettelijke bepalingen.

AMENDEMENT VII.

Artikel 1, § 1, der wet van 15 October 1945 onderwerpt aan een speciale belasting van 100 t.h. de inkomsten, winsten, bezoldigingen en baten verkregen van 10 Mei 1940 tot 31 December 1944 dank zij om 't even welke leveringen of prestaties in natura of in arbeid gedaan aan vijandelijke organismen of personen, in dienst van de vijand of die met hem gecollaboreerd hebben.

De tweede alinea van § 3 van hetzelfde artikel beschikt dat bij afwijking van § 1, de in § 1, 2^e,

§ 1, 2°, litt. a et b, de l'article 25 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus — c'est-à-dire, d'une manière générale, les appointés et salariés — et qui sont rémunérées par un redevable de l'impôt spécial, ne sont elles-mêmes passibles de l'impôt spécial que dans la mesure où leurs rémunérations dépassent une rémunération normale.

Il en résulte que le salarié qui a été au service d'une firme allemande n'est taxable à l'impôt spécial que sur la partie anormale de ses rémunérations si la dite firme est passible elle-même de l'impôt spécial à raison des bénéfices qu'elle a réalisés; par contre, si l'employeur ennemi n'est pas passible de l'impôt spécial (cas des firmes allemandes qui n'ont pas réalisé de bénéfices en Belgique), le salarié est taxable à 100 % sur l'intégralité de ses rémunérations.

Il en découle une dualité de régime qui entraîne des inégalités par trop choquantes. Tel salarié qui, au service d'une firme construisant pour l'ennemi un aéroport en Belgique, a gagné 72,000 francs en deux ans, n'est pas soumis à l'impôt spécial, parce que pareille rémunération (3,000 francs par mois) n'a rien d'anormal et parce que l'employeur est lui-même passible de l'impôt spécial.

Tel autre, qui a travaillé en Allemagne dans les mêmes conditions et pendant le même laps de temps, pour une firme qui n'a pas réalisé de bénéfices en Belgique, sera soumis à l'impôt spécial sur la *totalité* de la partie nette de ses rémunérations ($72,000 \times 4/5 = 57,600$) et se verra réclamer un impôt spécial de 57,600 francs, pour le seul motif que son employeur n'est pas passible de l'impôt spécial.

L'établissement d'impositions de l'espèce, outre son caractère outrancier, ne présente généralement qu'un intérêt tout théorique. En effet, les rémunérations taxées à 100 % ont le plus souvent été dépensées au jour le jour, car elles suffisaient à peine à l'entretien de l'intéressé et de sa famille, et l'impôt réclamé après coup s'avère, dans la plupart des cas, irrécouvrable.

Le Gouvernement estime qu'il convient de ramener l'application de la loi à une plus juste mesure et de rétablir l'équilibre souhaitable dans la taxation des appointés et salariés, en disposant que ceux-ci ne sont taxables à l'impôt spécial que dans la mesure de l'anormalité de leurs rémunérations, et ce, sans distinguer si l'employeur est ou non passible de l'impôt spécial.

Il estime en outre qu'il y a lieu de régler dans le même esprit la situation des représentants de com-

litt. a en b, van artikel 25 der samengeschaelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, aangeduide personen — t.i.z. in 't algemeen de wedde- en loontrekkenden — en die bezoldigd zijn door een belastingplichtige in de speciale belasting, zelf slechts aan de speciale belasting onderhevig zijn in zulke mate als hun bezoldigingen een normale bezoldiging te boven gaan.

Hieruit volgt dat de loontrekkende die in dienst van een Duitse firma geweest is, slechts belastbaar is in de speciale belasting op het abnormaal gedeelte van zijn bezoldigingen, indien bewuste firma zelf onderhevig is aan de speciale belasting wegens de winsten die zij verwezenlijkt heeft; daarentegen wanneer de vijandelijke werkgever niet onderhevig is aan de speciale belasting (geval van de Duitse firma's die geen winsten in België verwezenlijkt hebben), is de loontrekkende belastbaar aan 100 t.h. op de algeheelheid van zijn bezoldigingen.

Er vloeit een dualiteit van regime uit voort dat tegen de borst stuitende ongelijkheden met zich mede brengt. Zo bij voorbeeld, wordt een loontrekkende, die in dienst was van een firma welke een vliegveld voor de vijand in België aanlegde en die in twee jaar, 72,000 frank opgetrokken heeft als loon, niet onderworpen aan de speciale belasting om reden dat dergelijke bezoldiging (3,000 frank per maand) geen abnormaal karakter vertoont en dat de werkgever persoonlijk onderhevig is aan de speciale belasting.

Een ander loontrekkende die in Duitsland onder dezelfde voorwaarden en gedurende een zelfde periode gewerkt heeft voor rekening van een firma die in België geen winsten verwezenlijkt heeft, zal onderworpen worden aan de speciale belasting op de *algeheelheid* van het netto-gedeelte van zijn bezoldigingen ($72,000 \times 4/5 = 57,600$) en zal een bedrag van 57,600 frank aan speciale belasting verschuldigd zijn, om de enige reden dat zijn werkgever niet onderhevig is aan de speciale belasting.

De zetting van dergelijke aanslagen heeft, buiten haar buitensporig karakter, over 't algemeen, slechts een gans theoretisch belang. Inderdaad, de bezoldigingen belast tegen 100 t.h., werden in de meeste gevallen dag voor dag uitgegeven en volstonden te nauwer nood om te voorzien in het onderhoud van de belanghebbende en zijn gezin, en de achteraf gevorderde belasting blijkt, in de meeste gevallen, niet invorderbaar.

De Regering oordeelt dat het past de toepassing van de wet tot een juistere maat te herleiden en een wenselijk evenwicht te herstellen in de taxatie van de wedde- en loontrekkenden, door te bepalen dat deze laatsten slechts onderhevig zijn aan de speciale belasting in de mate van de abnormaliteit van hun bezoldigingen, en dit, ongeacht of de werkgever al dan niet onderworpen is aan de speciale belasting.

Zij oordeelt daarenboven dat er aanleiding toe bestaat in dezelfde geest de toestand te regelen van de

merce autonomes qui étaient déjà au service de firmes ennemies avant l'ouverture des hostilités et qui n'ont fait que continuer l'exécution de contrats conclus *in tempore non suspecto*, à un moment où l'état de guerre n'existait pas; certains se sont même abstenus de toute activité, mais ils ont néanmoins touché, de firmes ennemies, des commissions pour des commandes passées directement, sans leur intermédiaire, par d'anciens clients.

Eu égard à ces circonstances, il serait rigoureux de confisquer purement et simplement les commissions touchées qui constituaient le gagne-pain des intéressés; ceux-ci seront donc soumis au même régime que les salariés.

AMENDEMENT VIII.

Aux termes de l'article 6, § 2, de la loi du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et de l'article 13, § 1, de la loi du 16 octobre 1945, établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre, l'impôt spécial et l'impôt extraordinaire doivent être acquittés au plus tard le 1^{er} janvier 1946, même si à cette date la colisation n'est pas encore comprise au rôle ou n'a pas encore été notifiée au contribuable. A défaut de paiement à la date susvisée du 1^{er} janvier 1946, le montant dû est productif au profit du Trésor de l'intérêt de 5 % l'an pour la durée du retard, *sans qu'il puisse y avoir lieu à attribution d'intérêts moratoires, dans le sens de l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.*

Ces dispositions ne figuraient pas dans les projets de loi initiaux. Elles y ont été introduites par le Gouvernement sous forme d'amendement à la suite de modifications apportées à la loi relative aux avoirs monétaires bloqués. L'intérêt des obligations de l'emprunt de l'assainissement monétaire ayant été majoré jusqu'à 3 ½ % l'an dès le 1^{er} janvier 1946, l'application d'un intérêt de retard de 5 % aux impôts exceptionnels, à partir de la même date, était de nature à compenser par des recettes supplémentaires le décaissement résultant de la majoration des dépenses susdites (Rapport fait au nom de la Commission spéciale de la Chambre par M. Liebaert, Doc. n° 233).

Mais les lois d'impôts spéciaux n'ont commencé à recevoir leur application que dans le courant de l'année 1946. Dès lors, il ne restait aux redevables qui voulaient éviter les intérêts de retard, qu'à effectuer des versements anticipatifs à valoir. Mais il importait

zelfstandige handelsvertegenwoordigers die reeds vóór het begin der vijandelijkheden in dienst van vijandelijke firma's waren en die slechts de uitvoering van contracten afgesloten *in tempore non suspecto*, op een tijdstip dat de oorlogstoestand niet bestond, hebben voortgezet; sommigen hebben zich zelfs van iedere activiteit onthouden, doch hebben niettemin van vijandelijke firma's commissielonen opgetrokken voor bestellingen welke rechtstreeks, zonder hun tussenkomst, door hun vroegere cliënten werden gedaan.

Ten overstaan van deze omstandigheden, zou het te streng zijn zonder meer de opgetrokken commissielonen welke de broodwinning van de betrokkenen uitmaakten, te confisceren; deze laatsten zullen derhalve onderworpen worden aan hetzelfde regime als de loontrekkenden.

AMENDEMENT VIII.

Naar luid van artikel 6, § 2, der wet van 15 October 1945 tot invoering van een speciale belasting op de winsten voortvloeiend uit leveringen en prestaties aan de vijand en artikel 13, § 1, der wet van 16 October 1945 tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptionele inkomsten, winsten en baten, dienen de speciale belasting en de extra-belasting betaald ten laatste op 1 Januari 1946, zelfs indien op deze datum het bedrag nog niet op het kohier is gebracht of nog niet aan de belastingplichtige werd betekend. Bij gebrek aan betaling op voormelde datum van 1 Januari 1946, is het verschuldigd bedrag vatbaar voor een interest van 5 t.h. per jaar ten bate van de Schatkist, voor de duur van het verwijl, *zonder dat er aanleiding kan zijn tot toekenning van moratoire interesten in de zin van artikel 74 der samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen.*

Deze beschikkingen kwamen niet voor in de initiale ontwerpen van wet. Zij werden er door de Regering ingelast onder de vorm van een amendement ingevolge de wijzigingen gebracht aan de wet betreffende de geblokkeerde monetaire activa. Daar de interest van de obligatiën der muntsaneringslening, van 1 Januari 1946 af, op 3 ½ t.h. s' jaars werd bepaald, was de toepassing, van dezelfde datum af, van een verwijlinterest van 5 t.h. op de exceptionele belastingen, van aard door bijkomende ontvangsten, de uitbetalingen voortspruitende uit de hoger vermelde verhoging van uitgaven, te compenseren (Verslag namens de Bijzondere Commissie van de Kamer uitgebracht door de heer Liebaert, Doc. n° 233).

Maar de toepassing van de wetten inzake speciale belastingen nam slechts aanvang in de loop van het jaar 1946. Bijgevolg bleef er de schatplichtigen, die de verwijlinteresten wilden vermijden, slechts over voorafgaandelijke stortingen op rekening te doen.

également d'éviter que les contribuables ne cherchent, à la faveur des dispositions dont il s'agit, à faire un placement à 5 % en effectuant des versements indus ou exagérés.

Tels sont le but et la portée des dispositions légales précitées. S'il se justifie de refuser l'attribution d'intérêts moratoires en cas de remboursements d'impôts spéciaux versés d'initiative avant toute invitation de l'Administration, il en va tout autrement lorsque le versement a été effectué à la suite de la réception d'un avertissement-extrait du rôle ou d'un avis de cotisation.

Dans ce cas et conformément au principe général inscrit dans l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, l'article 6 (*nouveau*) du présent projet de loi autorise expressément l'allocation d'intérêts moratoires au taux de 4 % l'an.

Il tend en outre à régulariser les allocations d'intérêts moratoires dont l'ordonnancement a été rejeté par la Cour des Comptes et que l'on avait jugé équitable de calculer au taux de 5 %, par analogie avec celui qui est prévu par les lois d'impôts spéciaux pour les intérêts de retard.

AMENDEMENT IX.

La procédure de rectification d'office implique que les contribuables sont dispensés d'introduire une réclamation ou demande quelconque en vue d'obtenir le bénéfice des nouvelles dispositions.

Cette rectification va entraîner des travaux très laborieux pour l'Administration déjà surchargée et qui devra assurer en outre l'établissement des impôts ordinaires des exercices en cours et à venir et qui devra aussi, avant le 1^{er} janvier 1950, terminer les travaux de taxation à l'impôt extraordinaire et à l'impôt spécial, car à partir de cette date elle ne pourra plus faire usage de la présomption légale qui s'attache à la possession d'avoirs en octobre 1944 (art. 15 de la loi du 16 octobre 1945 et art. 9 de la loi du 15 du même mois).

L'Administration mettra tout en œuvre pour en terminer dans le plus bref délai possible, de manière à satisfaire le désir légitime des redevables intéressés de voir au plus tôt régulariser leur situation. Elle espère avoir terminé le travail supplémentaire résultant de la proposition de loi amendée pour le 1^{er} juillet 1950.

Maar het was eveneens van belang te vermijden dat de belastingplichtigen, dank zij de bepaling in kwestie, zouden trachten een plaatsing van 5 t.h. te doen door niet verschuldigde of buitensporige stortingen te verrichten.

Dit is het doel en de draagwijdte van voormelde wettelijke bepalingen. Zo het gerechtvaardigd is de toekenning van moratoire interesten te weigeren bij terugbetaling van speciale belastingen die uit eigen initiatief en vóór iedere uitnodiging van de Administratie gestort werden, is het anders gesteld wanneer de storting gedaan werd ingevolge de ontvangst van een waarschuwinguittreksel uit het kohier of van een kennisgeving van aanslag.

In dit geval en overeenkomstig het algemeen principe ingeschreven in artikel 74 der samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen, laat artikel 6 (*nieuw*) van onderhavig ontwerp uitdrukkelijk het toekennen van moratoire interesten toe tegen het percentage van 4 t.h. 's jaars.

Het laat eveneens de regularisatie toe van de toekenningen der moratoire interesten, waarvan de ordonnancering door het Rekenhof geweigerd werd en die men billijkheidshalve tegen 5 t.h. had menen te mogen berekenen bij analogie met wat voorzien is voor de verwijlinteresten door de wetten inzake speciale belastingen.

AMENDEMENT IX.

De procedure tot wijziging van ambtswege heeft voor gevolg dat de belastingplichtigen er van ontslagen zijn een bezwaarschrift of welkdanige aanvraag in te dienen om het voordeel van de nieuwe beschikkingen te kunnen genieten.

Deze rectificatie zal zeer zware werkzaamheden medebrengen voor de reeds overbelaste Administratie, die daarenboven de zetting van de gewone belastingen voor de lopende en toekomstige dienstjaren moet verzekeren en vóór 1 Januari 1950 de taxatiewerkzaamheden van de extra-belasting en van de speciale belasting zal moeten beëindigen, want van deze datum af zal zij geen gebruik meer mogen maken van het wettelijk vermoeden dat verbonden is aan het bezit van activa in October 1944 (art. 15 der wet van 16 October 1945 en art. 9 der wet van 15 dito).

De Administratie zal niets onverlet laten om er binnen de kortst mogelijke tijd mede gedaan te maken ten einde te gemoet te komen aan de rechtmatige wens van de betrokken belastingplichtigen hun toestand zodra mogelijk te zien regulariseren. Zij hoopt tegen 1 Juli 1950 het bijkomstig werk te beëindigen dat voortvloeit uit het geamendeerd wetsvoorstel.

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

I.

INTITULÉ.

Remplacer comme suit le titre de la proposition de loi de MM. Philippart et consorts :

Proposition de loi modifiant la loi du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

II.

Article premier.

Remplacer comme suit l'article premier :

Le § 7 de l'article 5 de la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre est remplacé par le texte suivant :

Aucune des déductions prévues aux articles 4 et 5 n'est accordée sur les accroissements indiqués à l'article 2, § 5, ni sur les accroissements d'avoirs réputés imposables au sens de l'article 2, § 3, et constatés dans le chef de personnes qui n'établissent pas que ces accroissements proviennent de leur activité professionnelle.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa qui précède, les déductions prévues aux articles 4 et 5 sont limitées au montant des revenus, bénéfices et profits visés à l'article 2, § 1, qui a été déclaré au plus tard le 31 mai 1946, sans pouvoir être inférieures au minimum fixé au § 6 de l'article 5.

III.

Art. 2 à 4.

Supprimer les articles 2, 3 et 4.

AMENDEMENTEN VAN DE REGERING.

I.

TITEL.

Het opschrift van het wetsvoorstel van de heren Philippart en consoorten als volgt vervangen :

Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 15 October 1945 tot invoering van een speciale belasting op de winsten voortvloeiend uit leveringen en prestaties aan de vijand en van de wet van 16 October 1945 tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptionele inkomsten, winsten en baten.

II.

Eerste artikel.

Artikel 1 als volgt vervangen :

§ 7 van artikel 5 der wet van 16 October 1945 tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptionele inkomsten, winsten en baten, wordt vervangen door volgende tekst :

Geen van de bij artikel 4 en 5 voorziene aftrekkingen wordt toegestaan op de in artikel 2, § 5 aangegevide accressen, noch op de vermogensaccressen belastbaar geacht in de zin van artikel 2, § 3, en die werden vastgesteld in hoofde van de personen die niet bewijzen dat deze accressen voortkomen uit hun bedrijfsactiviteit.

Onverminderd de toepassing van vorenstaande alinea, worden de bij artikelen 4 en 5 voorziene aftrekkingen beperkt tot het bedrag der inkomsten, winsten en baten bedoeld in artikel 2, § 1, dat werd aangegeven ten laatste op 31 Mei 1946, zonder minder te mogen bedragen dan het bij § 6 van artikel 5 bepaalde minimum.

III.

Art. 2 tot 4.

De artikelen 2, 3 en 4 doen wegvallen.

IV.

Art. 2 (nouveau).

Ajouter un article 2 ainsi conçu :

L'article 5, § 4, de la loi du 16 octobre 1945 est complété comme suit :

L'alinéa qui précède est applicable aux éléments corporels ou incorporels, exception faite des matières premières, produits et marchandises, investis dans une entreprise industrielle, commerciale ou agricole, qui ont été réalisés pendant la période imposable par suite :

- a) de la cession ou de la cessation de l'entreprise;
- b) de sinistres, expropriations, réquisitions en propriété et autres événements analogues.

V.

Art. 3 (nouveau).

Ajouter un article 3 ainsi conçu :

L'article 5, § 5 de la loi du 16 octobre 1945 est complété comme suit :

Pour les sociétés visées au § 5 de l'article 4, le bénéfice de référence ainsi déterminé peut être majoré des rémunérations fixes allouées pendant la période imposable aux personnes prévues au dit § 5 de l'article 4, qui ont exercé dans la société des fonctions réelles et permanentes.

Cette majoration ne peut toutefois excéder 5,000 francs par mois d'activité prestée dans la société par chacune des personnes précitées.

VI.

Art. 4 (nouveau).

Ajouter un article 4 ainsi conçu :

Les mots « à charge d'un même redevable » sont supprimés à l'article 14, § 2, de la loi du 15 octobre 1945 et à l'article 13, § 3, de la loi du 16 octobre 1945.

IV.

Art. 2 (nieuw).

Een als volgt luidend artikel 2 toevoegen :

Artikel 5, § 4 der wet van 16 October 1945 wordt als volgt aangevuld :

De vorenstaande alinea is van toepassing op de lichamelijke en onlichamelijke bestanddelen, met uitzondering van de grondstoffen, producten en goederen, belegd in een nijverheids- handels- of landbouwonderneming, die tijdens de belastbare periode werden gerealiseerd ingevolge :

- a) de cessie of de uitscheiding van de onderneming;
- b) rampen, onteigeningen, opeisingen in eigendom en andere gelijkaardige gebeurtenissen.

V.

Art. 3 (nieuw).

Een als volgt luidend artikel 3 toevoegen :

Artikel 5, § 5, der wet van 16 October 1945 wordt als volgt aangevuld :

Voor de vennootschappen bedoeld bij § 5 van artikel 4, mag de aldus bepaalde referentiewinst verhoogd worden met de vaste bezoldigingen toegekend gedurende de belastbare periode aan de personen voorzien bij bewuste § 5 van artikel 4, welke in de vennootschap werkelijke en bestendige functiën hebben uitgeoefend.

Deze verhoging mag nochtans 5,000 frank per maand activiteit uitgeoefend in de vennootschap door elk der voornoemde personen, niet te boven gaan.

VI.

Art. 4 (nieuw).

Een als volgt luidend artikel 4 toevoegen :

De woorden « ten laste van een en dezelfde belastingplichtige » worden weggelaten uit artikel 14, § 2, der wet van 15 October 1945 en uit artikel 13, § 3, der wet van 16 October 1945.

VII.

Art. 5 (nouveau).

Ajouter un article 5 ainsi conçu :

Le 2^e alinéa du § 3 de l'article premier de la loi du 15 octobre 1945 est remplacé comme suit :

« Par dérogation au § 1, les personnes indiquées au § 1, 2^e, litt. a et b, de l'article 25 des lois coordonnées précitées, de même que les représentants de commerce autonomes qui étaient déjà au service de firmes ennemies avant le 10 mai 1940, ne sont passibles de l'impôt spécial que dans la mesure où leurs rémunérations dépassent une rémunération normale. »

VIII.

Art. 6 (nouveau).

Ajouter un article 6 ainsi conçu :

Le 2^e alinéa du § 2 de l'article 6 de la loi du 15 octobre 1945 et le 2^e alinéa du § 1 de l'article 13 de la loi du 16 du même mois sont complétés comme suit :

Toutefois, s'il s'agit d'impôts indûment perçus après réception d'un avertissement-extrait de rôle ou d'un avis de cotisation à titre conservatoire, les intérêts moratoires sont dus au taux de 4 % l'an depuis le lendemain du jour des paiements jusqu'au lendemain du jour de la réception de l'avis annonçant la mise à la disposition de l'intéressé du montant du dégrèvement.

Les dispositions du présent article sont applicables quelle que soit la date des restitutions qui y sont visées.

Sont validées les attributions d'intérêts moratoires au taux de 5 % effectuées antérieurement à la publication de la présente loi.

IX.

Art. 7 (nouveau).

Ajouter un article 7 ainsi conçu :

Les cotisations établies contrairement aux dispositions qui précèdent seront révisées d'office.

Le Ministre des Finances,

VII.

Art. 5 (nieuw).

Een artikel 5 luidend als volgt toevoegen :

Le 2^e alinea van § 3 van artikel 1 der wet van 15 October 1945 wordt vervangen als volgt :

« Bij afwijking van § 1, zijn de in § 1, 2^e, littera's a) en b) van artikel 25 der voormelde samengeschiedde wetten aangeduide personen, alsmede de autonome handelsverlegenvoordigers die reeds in dienst van vijandelijke firma's waren vóór 10 Mei 1940, slechts belastbaar in de speciale belasting in de mate dat hun bezoldigingen een normale bezoldiging te boven gaan. »

VIII.

Art. 6 (nieuw).

Een artikel 6 luidend als volgt toevoegen :

De 2^e alinea van § 2 van artikel 6 der wet van 15 October 1945 en de 2^e alinea van § 1 van artikel 13 der wet van 16 dito, worden als volgt aangevuld :

« Nochtans, indien het gaat om belastingen ten onrechte geïnd na ontvangst van een waarschuwing-uittreksel uit het kohier of van een bericht tot conservatoire aanslag, zijn de moratoire interesten verschuldigd tegen de voet van 4 t.h. 's jaars vanaf de dag na die der betalingen tot de dag volgend op deze van de ontvangst van het bericht waardoor de betrokkene wordt gewaarschuwd dat het bedrag der ontlasting te zijner beschikking is.

» De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing welke ook de datum zij van de erin bedoelde teruggaven.

» Worden geldig verklaard de toekenningen van moratoire interesten tegen de voet van 5 t.h. uitgevoerd vóór de bekendmaking van deze wet. »

IX.

Art. 7 (nieuw).

Een artikel 7 luidend als volgt toevoegen :

De in strijd met vorenstaande bepalingen gevestigde aanslagen zullen van ambtswege worden herzien.

De Minister van Financiën,

G. EYSKENS.